



J'AI VOTÉ CONTRE LA CONFIANCE AU GOUVERNEMENT BAYROU

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

J'ai choisi de ne pas accorder ma confiance à François Bayrou et à son gouvernement. Ce n'est pas un geste de posture, mais le reflet d'une conviction : notre pays a besoin d'un autre chemin, plus juste.

Le plan budgétaire irréaliste et particulièrement injuste de François Bayrou n'avait qu'un seul but : lui permettre de quitter le pouvoir en se donnant l'image d'un homme incompris comme s'il n'était pas, lui-même, comptable de la situation alors qu'il est un soutien de la première heure du Président Macron.

Le Premier Ministre a brandi cet après-midi la menace du déficit budgétaire et de la dette que les huit années de politiques d'Emmanuel Macron et de ses gouvernements successifs ont fait exploser à coups répétés de cadeaux fiscaux aux plus riches.

Un autre chemin existe : celui de la justice sociale et fiscale. Durant l'été nous avons préparé des solutions concrètes pour répondre aux aspirations des Françaises et des Français, relancer l'économie et redresser les finances de notre pays en réduisant de 21,7 milliards d'euros notre déficit en 2026.

De nouvelles recettes fiscales doivent venir des plus grandes fortunes et des multinationales plutôt que de toujours peser sur le travail et les classes moyennes. Nous proposons une taxe dite Zucman de 2% sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, une fiscalité réformée sur les dividendes et plus-values, la lutte contre la fraude fiscale et sociale, une contribution des géants du numérique ou encore une taxe sur la malbouffe.

Dans le même temps, il est possible de réaliser des économies sans fragiliser nos services publics, en conditionnant les aides aux grandes entreprises, en mettant fin aux niches fiscales inefficaces, en réduisant le recours coûteux aux cabinets de conseil et en régulant le système de santé pour limiter la flambée des prix des médicaments ou les excès de l'intérim médical.

Ces propositions doivent nous permettre d'investir là où c'est nécessaire pour revaloriser les salaires nets en baissant la CSG pour les revenus modestes (jusqu'à 1920€ net par mois), lancer un plan d'urgence pour le logement, suspendre la réforme des retraites, développer massivement les transports collectifs et décarbonés, garantir la souveraineté de notre pays sur les plans industriel, énergétique et alimentaire, et préserver les capacités financières de nos collectivités locales. Nous devons aussi sauver l'hôpital, les EHPAD et les crèches publics, et renforcer notre école avec davantage de recrutements et de meilleures conditions de travail et d'apprentissage.

Mon vote contre la confiance est donc un choix de cohérence : dire non à une politique qui ne répond pas aux défis sociaux et écologiques, et affirmer qu'un autre cap est possible, celui de la justice fiscale, de la responsabilité budgétaire et de l'investissement dans notre avenir commun.

Avec toute ma détermination,

ÉCOUTER L'INTERVENTION DE NOTRE PRÉSIDENT DE GROUPE, BORIS VALLAUD

